NUMERO 654 PRIX : 10 F OCTOBRE 1979

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

L'INFORMATIQUE ET LES CLASSES LABORIEUSES

Une nouvelle et profonde révolution technique est en train de se développer sous nos yeux, dans nos activités professionnelles et bientôt dans notre vie courante. Elle nous demande d'abord des efforts de compréhension qui dépassent souvent nos possibilités. Les connaissances, disons : les informations, que nous tenions jusqu'à aujourd'hui de l'école, de l'apprentissage et de l'expérience de la vie apparaissent comme minuscules par rapport à l'ensemble des informations qui est mis à notre disposition, ou qui le sera sans doute bientôt, par les ordinateurs, par leur rapide évolution et même par les mutations qu'ils connaissent déjà.

Leur introduction élargie dans les services administratifs et gestionnaires, la « robotisation » qui gagne l'industrie proprement dite, bouleversent les habitudes professionnelles, notamment dans ce qu'il était convenu d'appeler le secteur tertiaire.

Cette révolution industrielle, au sens large du terme, s'accompagnera-t-elle d'une révolution sociale ? La question est posée pour avant et après l'an 2000, repère artificiel dans l'existence, peut-être fugitive, de l'humanité. On pourrait déjà répondre oui à cette question pourvu qu'on admette que cette transformation sociale n'est pas nécessairement progressive, qu'elle peut être régressive. Il dépendra de nous tous qu'elle ne le soit pas, en dépit des dangers que cette révolution porte en elle. Elle sera un nouveau bond dans ce qu'on appelle le progrès si les travailleurs qui en subissent déjà les premiers effets, sont bien informés eux aussi, s'ils ne laissent pas ce privilège à une minorité dominante, s'ils n'acceptent pas sans réagir les conséquences immédiatement nuisibles pour eux de l'ère des ordinateurs.

La transformation sociale incluse dans cette révolution technique a retenu l'attention de nos gouvernants, « au plus haut niveau » comme on dit aujourd'hui. Ce plus haut niveau a demandé à deux experts, MM. Simon Nora et Alain Minc, un rapport général publié l'an dernier sous le titre : *L'informatisation de la société*. Ce rapport a déjà servi à nous informer nous-mêmes. Le titre dit assez que les auteurs ne s'en tiennent pas aux seuls aspects techniques de l'informatisation. Le président de la république qui personnifie « le plus

haut niveau » a été l'initiateur d'une semaine « Informatique et Société » qui vient de se tenir à Paris à la fin de septembre. Le camarade Edmond Maire y était invité et il y a dénoncé les dangers de ce néo-taylorisme, réduisant peut-être un peu trop — mais c'était d'abord son rôle — ce nouveau système économique et social à la seule pratique industrielle. Il a dit : *« Nous ne voulons pas connaître à nouveau, appliqué à l'informatique, le totalitarisme uniforme du taylorisme. »* Nous sommes bien au-delà du taylorisme ; cette organisation dite « scientifique » du travail correspondait à l'ère de la machine, des mécanismes dont l'ouvrier était l'auxiliaire asservi, auquel on ne demandait pas de penser, selon les propres termes de Taylor. Nous en sommes à l'électronique, aux processus automatiques, à la télématique qui abolit les distances terrestres, aux robots « capables de se substituer à l'homme dans ses fonctions motrices, sensorielles et intellectuelles » (rapport Nora). Edmond Maire voit bien la grave conséquence possible de ce système : *« L'informatisation ne doit plus être décidée par un petit nombre et sur la foi des seuls critères financiers ».* Il repousse l'accusation portée souvent contre le mouvement ouvrier d'être hostile au progrès; il déclare : *« Nous sommes pour le progrès technique à condition qu'à chaque étape de son développement les problèmes réels des travailleurs soient pleinement pris en compte ».*

*
* *

Le premier de ces « problèmes réels » est évidemment celui de l'emploi. L'homme se raréfie dans ces processus automatiques. Si nous en croyons le compte rendu de la deuxième journée de ce colloque : *« A l'horizon 1985, l'informatisation créera en France quelques dizaines de milliers d'emplois dans les services, mais supprimera plus de deux cent mille postes de travail et tendra à stabiliser les effectifs dans de nombreux secteurs, alors qu'un million de nouveaux actifs sont attendus d'ici là sur le marché du travail. »* (Le Monde, 27 septembre.) Alors ? Cela confirme le rapport Nora qui, rien que pour les banques et les assurances, prévoit ce qu'il appelle « des économies d'emploi » de 30 %. Dans une étude collective publiée par *Le Nouvel Observateur* du 4 décembre dernier, on lit ceci : *« Chez Citroën, à Aulnay-sous-Bois, la soudure des carrosseries de « CX » est assurée par un robot qui fait le travail de trente ouvriers. Dans la même usine, les cinquante caristes avec leurs chariots élévateurs ont été remplacés par cinq programmeurs ».*

Alors, messieurs les technocrates de haut niveau ! Quelle solution voyez-vous en dehors de celle que vous repoussez en accord avec les chefs d'entreprises et les ministres : *la réduction du temps de travail* ? Ou bien vous aurez une population d'assistés, ou bien chaque citoyen donnera sa part à la production utile et à ses annexes administratifs jugés nécessaires. Cette part ne peut être que réduite en durée. Ajoutons que, grâce à la nouvelle technologie, la production, calculée pour chaque travailleur, étant au moins égale ou supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui, le maintien du salaire réel et sa croissance ne sont nullement incompatibles avec la réduction du temps consacré au travail social. Voilà ce qui doit être lié au développement de l'informatisation dans les années qui viennent. Le voilà, le progrès !

Dans ce développement, MM. Nora et Minc distinguent deux « scénarios » possibles : celui du Tout-Etat, entraînant l'extension monstrueuse des pouvoirs politique et policier, puis le scénario décentralisateur, offrant aux travailleurs des possibilités nouvelles de contrôle et d'autogestion. Les auteurs du rapport estiment illusoire d'escompter cette décentralisation du « mouvement spontané de la société », plus illusoire encore d'attendre qu'un Etat organise « son propre dessaisissement ». Nous ne nourrissons pas cette illusion. Il faudra donc que les travailleurs eux-mêmes y mettent la main.

SOMMAIRE :

LA REVOLUTION PROLETARIENNE, 21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS - Tél. 607.02.06
Abonnements (y compris Marché Commun) : 6 mois : 50 F - 1 an : 100 F - Autres pays : 6 mois : 60 F - 1 an : 120 F
C.C.P. 734-99 Paris

Permanences : le lundi de 15 heures à 17 heures — le mercredi et le jeudi de 17 heures à 19 heures
Réunion de l'Union des Syndicalistes : tous les premiers samedis de chaque mois (exceptionnellement le 10 novembre prochain).

ALERTE AUX FISSURES NUCLÉAIRES !

Peut-être a-t-il fallu l'article de Michel Bosquet, dans le *Nouvel Observateur* du 1er octobre, pour que prenne fin la conspiration du silence entretenue autour du problème des fissures détectées sur certaines pièces essentielles des installations nucléaires.

Tout a commencé à Chalon-sur-Saône, il y a plus d'un an, lorsqu'un ouvrier soudeur de Creusot-Loire a découvert une fissure suspecte sur la plaque tubulaire du générateur de vapeur sur lequel il travaillait. Il en avait immédiatement informé ses chefs... mais, par bonheur aussi, la section C.F.D.T. à laquelle il était syndiqué.

C'était un lièvre de taille qu'il venait de lever ! Les techniciens purent en effet vérifier très vite que les malfaçons concernaient en fait *toutes* les plaques tubulaires en fabrication ou en stock à Chalon. Et probablement d'autres, en cours de montage sur les sites de Gravelines, du Tricastin et de Dampierre — ou même déjà en service à Bugey IV et V.

Beaucoup plus grave : il existait aussi des fissures sur les tubulures raccordant les générateurs de vapeur à la cuve du réacteur et supportant les quelque 400 tonnes de celui-ci. Or la rupture d'une tubulure de cuve risque d'être infiniment plus grave que celle d'une plaque de générateur. Ce pourrait être la catastrophe majeure, le « syndrome français » — à l'instar de l'apocalypse évoquée par le film américain de James Bridges. *Le syndrome chinois.*

Mais opérer une vérification systématique des pièces défectueuses en cours de montage, c'était retarder et peut-être compromettre gravement la réalisation du programme nucléaire démentiel lancé en mars 1974. D'où la conspiration du silence organisée par les « nucléocrates » et imposée aux divers organismes responsables de la sûreté des installations nucléaires — au prix d'une véritable « chasse aux sorcières » dont la page la plus tragique a été le suicide d'un jeune ingénieur harassé par d'interminables interrogatoires.

C'est l'honneur des militants des Fédérations C.F.D.T. de la Métallurgie et du Gaz-Electricité, bravant ce climat d'intimidation monstrueuse, d'être parvenus à constituer le dossier accablant que les dirigeants de la Confédération ont rendu public au cours d'une conférence de presse, le 21 septembre dernier.

Pourtant à ces révélations la grande presse n'allait donner qu'une faible publicité. *Le Monde* lui-même, sans doute en l'absence de Marc Ambroise-Rendu, les reléguait en dernière page, le lendemain, et les contrebalançait par des déclarations lénifiantes des milieux spécialisés prétendant que « si l'affaire est préoccupante, elle n'est pas cependant dramatique ».

Le ministre de l'Industrie André Giraud, ex-directeur du Commissariat à l'énergie atomique, se payait alors d'audace. Après avoir répondu de façon dilatoire aux dirigeants syndicaux, le 28 septembre, il donnait, trois jours plus tard, à E.D.F., l'autorisation de charger en uranium enrichi Gravelines I et Tricastin I. Passez muscade !

Il lui fallut pourtant déchanter. Le 2 octobre, le personnel des deux centrales cessait le travail à l'appel des syndicats locaux C.G.T. et C.F.D.T. Le coup de gong de Michel Bosquet avait peut-être aussi, par ailleurs, secoué la léthargie générale. On fit donc à la « controverse nucléaire » la place qui aurait dû être la sienne bien avant. On publia des extraits du communiqué signé, le 3 octobre, par 18 organisations — la C.F.D.T., les Amis de la Terre, la Ligue des Droits de l'Homme, le P.S., le P.S.U. entre autres — « refusant ce fantastique pari industriel, qui peut avoir de très lourdes conséquences ». On dénonça la duplicité avec laquelle, au moment de l'accident de Three Mile Island, les responsables français avaient prodigué les déclarations les plus rassurantes au sujet de la fiabilité des centrales de l'Hexagone. Et l'on ironisa sur l'indignation tardive avec laquelle le Conseil de l'information sur l'énergie nucléaire présidé par Mme Veil, oubliant deux années de complicité, reprochait soudain aux pouvoirs publics leur manquement à l'information des Français.

Devant cette opposition inattendue, E.D.F. s'est finalement décidée à composer. Sans doute a-t-elle jugé insuffisante la caution de la Fédération F.O. d'E.D.F.-G.D.F. refusant d'emboîter le pas à « ceux qui estiment être des détenteurs exclusifs de la vérité » et considérant les assurances des services de sûreté nucléaires comme un « élément essentiel de garantie ». Elle a d'autre part évité de faire sienne la thèse des syndicats « libres » qui dénoncent, au sein des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de l'industrie nucléaire, des « éléments gauchistes aux ordres de l'étranger ». De même, elle a compris qu'un recours aux C.R.S. pour le chargement des réacteurs n'aboutirait qu'à une extension et à un durcissement de la grève.

E.D.F. déclarait donc, le 4 octobre, que la mise en route des deux centrales n'interviendrait qu'à l'issue de contrôles préalables et après réunion des comités d'hygiène et de sécurité où les syndicats sont représentés.

Mais si la C.G.T. a salué avec satisfaction cette décision, les dirigeants C.F.D.T. se sont montrés beaucoup plus sceptiques, au cours d'une nouvelle conférence de presse qu'ils ont tenue le 5 octobre.

Pour procéder à une vérification vraiment sérieuse des fissures et à leur réparation, il faudrait envisager une immobilisation des installations pour neuf mois au bas mot. Or comment croire qu'E.D.F. et le gouvernement se résigneront à accepter un pareil retard dans leur programme ?

Le recul de nos « nucléocrates » n'est vraisemblablement qu'un recul tactique. Les contrôles promis ne seront que des contrôles pour la frime et pour la galerie. Dans quelques semaines, ils reprendront l'offensive. Tablant sur la désagrégation du front syndical et l'apathie d'une opinion chloroformée par leur propagande.

C'est à une simple escarmouche d'avant-garde que nous venons d'assister. La vraie bataille, la bataille décisive est encore à venir. Nous sommes persuadés que nos camarades de la C.F.D.T. ne s'y déroberont pas. Mais il leur faudrait, pour vaincre, le double sursaut de la classe ouvrière et de l'opinion publique.

SANTEUIL.

L'AN 2000, C'ÉTAIT HIER !

« PRENEZ VOS DÉLIRES POUR DES RÉALITÉS »

Pour avoir une idée générale de la psychiatrie, et de la vie de tous les jours, il faut nécessairement aborder l'histoire.

Comment ici la folie est-elle vécue ? Et ailleurs ?...

D'où vient l'idée d'enfermer les « aliénés » ?

Sur quels critères, juge-t-on que quelqu'un est fou ?

Ces questions dépassent largement le statut de médecin ou d'infirmier.

Si ceux-ci doivent posséder une neutralité (déontologie oblige !), ils véhiculent néanmoins des concepts.

Nous devons donc dépasser le domaine psy, pour atteindre les structures sociales qui la sous-tendent, et en faire une analyse politique. (Même si la folie était d'origine organique, elle n'en reste pas moins un fait social !)

Renaudin (médecin du XI[e] siècle) disait : « De même que les ruines nous conduisent à la connaissance de certaines civilisations éteintes, de même la folie est souvent un guide sûr pour arriver à la connaissance des hommes. »

Henri Ey, dans son livre sur l'histoire de la psy, écrit : « Le propre des sociétés dites primitives est de penser en masse... » « Les idées que chacun peut se faire du monde, de la nature et du présent ou de l'histoire, sont solidaires d'une conception mystique et paralogique, de telle sorte que toute imagination, toute conduite de l'individu si extravagantes qu'elles soient, reçoivent de l'idéologie commune une explication nécessaire et suffisante. La folie se dissout dès lors, dans une sorte de folie collective mythologique. »

Le rôle de la culture

Mme Head a remarqué, après avoir étudié la vie des populations des îles Samoa (1928), qu'aucune névrose ou psychose n'y apparaissait, de même que les conflits de la puberté y sont inconnus.

Elle décrira la vie des populations en Nouvelle-Guinée, où les hommes ont un comportement maternel (dans les tribus Arapesh) et les femmes sont violentes et agressives dans les tribus Mundugumer.

Dans ces sociétés, le complexe d'Œdipe n'existe pas. La famille n'est pas fondée sur l'autorité paternelle.

Le rôle de la société

L'attitude envers ses déviants varie. De possibilités d'intégration (sociétés communautaires) à un seuil de tolérance infime qui crée nombre d'anormaux, le normal et l'anormal n'existent que par rapport à une culture donnée.

Historique

La folie fut une conception divine, sacrée. Elle le reste aujourd'hui en Afrique.

Hérodote décrivait des temples spécialisés en Egypte, où l'on trouvait le « travail organisé » dans des jardins, des concerts, des danses, de la peinture, des promenades en bateau pour les fous.

80 ans av. J.-C., *Cœlius Aurélius* s'élevait contre les traitements violents, ce qui semble prouver que tout n'était pas paradisiaque dans ces époques.

Au VIII[e] s. av. J.-C., en Grèce, les prêtres pratiquaient la médecine des temples. Les Asclépiades, dans les sanctuaires d'Epidaure (ville des oracles) pratiquaient des cures magiques pour les « esprits perdus ». Sous l'égide d'*Asclépios* (dieu de la médecine), les malades purifiés par un bain sacré, allaient se reposer dans des bois sacrés appartenant au temple.

Puis les malades pénétraient dans une grotte renfermant du CO^2 (hypnogène déclenchant des délires). Enfin, ils regagnaient le temple, où les prêtres interprétaient leurs « rêves ».

La crise d'épilepsie était alors maladie sacrée. *Hippocrate* (médecin grec) rationalisera ces traditions et critiquera les prêtres du temple.

Il faudra s'engager dans l'ère judéo-chrétienne, pour que les valeurs de la psychologie individuelle soient axées sur la valeur spirituelle de l'individu.

Le sacré disparaît et le fou devient un individu différent du groupe où il vit. La religion chrétienne, introduit le problème de la folie dans le sens de la responsabilité et de la faute.

D'une conception « humaniste » du fou, la notion d'âme du XIII[e] au XVIII[e] s., va en faire une conception maléfique.

Autrefois, le fou consultait le sorcier. Au moyen âge, le fou est envoyé au prêtre qui doit le juger et l'exorciser. Deux personnes vont stigmatiser le statut du fou, et créer (bien que le mot soit plus récent) la psychologie, ou *science de l'âme*.

Il s'agit de *saint Thomas d'Aquin* (1225-1274) et de *Descartes* (1596-1650).

Pour la philosophie thomiste, les facultés essentielles de l'âme, intelligence et volonté, concourent pour ordonner à bien la conduite de l'homme. Naît alors, la conception de l'homme comme sujet d'un destin.

Du XI[e] au XV[e] s., le fou est considéré comme un démon. Les fous se trouvaient alors dans des prisons, des cachots ou encore étaient embarqués sur des bateaux abandonnés (*« La Nef des fous » de J. Bosch*). Pourtant, c'est au début de cette période, que les fous seront le plus acceptés. (Il existe d'ailleurs aujourd'hui, dans de petites villages, « le fou du village », tout comme au moyen âge).

Le fou se trouve donc, à cette époque, sous l'épée de Damoclès, accepté ou torturé. Il reste néanmoins (même accepté) différent.

Le comportement anormal étant celui qui dévie de la norme, c'est-à-dire de la tendance centrale d'une population, le normal étant le comportement le plus commun, le plus usuel, celui qui atteint les plus forts pourcentages de présence.

Avec *Descartes*, la méthode scientifique moderne est fondée, mais juste pour la physique et la méca-

nique. L'âme est toujours une pièce maîtresse dans la théorie des passions de Descartes, mais au lieu d'être « formée » du corps, c'est-à-dire principe créateur, elle est simplement unie avec lui.

A ce moment, plusieurs expériences intéressantes eurent lieu. Il existait déjà dans l'Antiquité quelques lieux où l'on soignait les aliénés.

Ainsi à *Fez,* un hôpital datant du IIIe s. ap. J.-C., où les fous vivaient dans des villages (cette communauté existe toujours).

A *Metz en 880,* il existe un monastère créé par *l'évêque Sigisbaud* qui accueille les fous.

La première assistance des soins aux aliénés, allait nous venir des pays musulmans. *Avicène* et *Thazès* renouvellent l'histoire du moyen âge par leurs apports. On retrouve une renaissance et une nouvelle humanisation de soins aux malades mentaux.

En 1173 se crée l'édifice « Del Almergrutan » à Bagdad. Le premier hôpital psy de l'Occident fut l'œuvre de *Jean Gilabert-Joffre,* dans les terres catalanes de Valence.

Au Portugal, un prêtre, *João de Deus,* s'occupe de fous. En Angleterre, *« le Bedlam Hospital »* accueille les aliénés. A Rome, l'hôpital Saint-Jean de Dieu et, plus tard, les frères de la Charité, organisent plusieurs centres d'accueil pour les aliénés, en Europe de l'Ouest et en Amérique latine.

Ces quelques exemples de prise en charge des fous, ne doit pas faire penser que pour eux, tout était pour le mieux.

La « démonophobie » qui avait commencé au XIe s., connut une ampleur démesurée au XVIe s.

Les fous dénoncés au tribunal étaient jugés et torturés. On cherchait sur leur corps l'empreinte du sceau de Satan, au travers des cicatrices, des plaques...

A cette époque, *8.000.000 de personnes* seront tuées pour actes de sorcellerie en Europe.

Il ne faut pas croire que les exécutions n'étaient ni rationnelles ni scientifiques. Elles étaient même organisées en « science ».

Michel Paello, au XIIe s., décrivit avec précision une vraie sémiologie psy, une nosographie très fine. Au lieu du nom des maladies actuelles, il faisait des descriptions des troubles mentaux très scientifiques et très précises (dans des chapitres séparés, sous des titres différents, correspondant à la vie et aux manifestations des diverses formes de démons).

En 1640, en Angleterre, le fou, ou individu suspect de sorcellerie, était jeté pieds et mains liés dans la rivière. S'il venait à sombrer et donc à se noyer, il était évident qu'il était innocent. S'il arrivait à surnager (?), la preuve était faite de la possession du diable. Il allait en toute logique, sur le bûcher.

Avec la Renaissance, quelques médecins vont lutter contre ces procès.

Vésale en 1543, *Paracelse* (1493-1541), « les fous sont mes frères », disait-il, *Ambroise Paré* (1517-1590) et *Jean Wiek* (1515-1588).

Ce regain du mouvement humaniste à la Renaissance, avec *Montaigne,* va momentanément ébranler les procès pour sorcellerie.

« Désormais, on ne va plus torturer le fou, on va chercher à le contenir. » *(Foucault).*

Sous Louis XIV, les difficultés sociales vont s'amplifier. D'une centralisation à outrance, d'un règne pyramidal, de guerres incessantes, vont proliférer les miséreux, les vagabonds, les malades, les truands, etc.

Paris devient un coupe-gorge et un dépôtoir. Pour rétablir l'ordre, Louis XIV fait construire des hôpitaux généraux (*Bicêtre, Salpétrière*) et des dépôts de mendicité en 1656. Ainsi furent entassés dans ces hôpitaux-prisons, les prostituées, les mendiants, les voleurs, etc.

Les vieux pouvaient finir leurs jours à l'hôpital, moyennant un louis d'or et l'apport de leur lit.

Pour faire vivre l'hôpital, un impôt est créé sur tous les spectacles, l'argent recueilli partant pour les administrations. Cet impôt est toujours existant (quoique minime).

Parallèlement, la lèpre, qui devait laisser 25 millions de morts en Europe, allait donner ses léproseries vides à l'enfermement des fous. La Bastille elle-même servira de maison de santé. Toutes ces institutions serviront donc à protéger les classes bourgeoises.

Les criminels et les fous sont enfermés ensemble. Il faudra par exemple attendre 1885, pour qu'à la Maison départementale de Nanterre, les quartiers des condamnés soient séparés de ceux *des fous et des mendiants.*

Claude REGAMORF (à suivre)

« Je préfèrerais avoir fait un crime et être en prison. J'en connaîtrais les raisons, et je saurais pour combien de temps j'y resterais. »

(Un hospitalisé au début de la deuxième guerre mondiale, toujours interné.)

Pour la brochure « L'ACTION SYNDICALISTE »

Dans les précédents numéros nous faisions appel aux lecteurs qui pourraient être intéressés par la réédition que nous projetons d'une brochure de GRIFFUELHES qui fut secrétaire général de la CGT à l'époque de la glorieuse Charte d'Amiens.

Nous renouvelons notre appel, espérant qu'il sera mieux entendu qu'il ne l'a été jusqu'ici.

La brochure date de 1908 ; elle évoque sous le titre « L'ACTION SNDICALISTE », ce qu'était l'orientation de la CGT refusant alors la tutelle de tout parti politique. Elle n'est pas vieillie.

Une souscription préalable de 17 F est demandée avant la réalisation possible du projet. Les camarades intéressés l'adresseront aux :

EDITIONS SYNDICALISTES
21, rue Jean-Robert - 75018 Paris
CCP 21 7646-88 Paris

CHRONIQUE ANTICLÉRICALE : « QUE L'HOMME SOIT ! »

Le titre de cette chronique est emprunté à celui d'un livre merveilleux mais méconnu du camarade Jean Cottereau, mort il y a quelques mois. L'auteur a sacrifié sa carrière, son temps, sa santé à notre idéal. Ingénieur polytechnicien, comme Robert Louzon, il pratique le « refus de parvenir » en quittant la société pétrolière où un avenir brillant lui était assuré pour mieux se consacrer à la promotion de l'idéal laïque. Socialiste, plus de philosophie que de parti, franc-maçon pendant quarante ans — de 1936 à 1976 — il militera pour l'émancipation intellectuelle, sociale et morale de l'humanité. Il sera président de la Libre Pensée à la mort d'André Lorulot puis président après Bertrand Russel de l'Union Mondiale des Libres Penseurs et il siégera dans le même temps au comité central de la Ligue des Droits de l'Homme. Philosophe, les titres de ses ouvrages, disent son combat : « Le complot clérical », « L'Eglise et Pétain », « Le mysticisme religieux », « La Raison ».

J'ai un peu connu Jean Cottereau : l'homme était à l'encontre d'aparatchiks qui se prennent au sérieux, un modeste. Un libertaire. Nous fîmes de concert en mai 1971 le trajet qui conduisit la gauche non communiste au « pèlerinage » au « Mur » pour le centenaire de la Commune et je me rappelle combien sa jeunesse de cœur et sa lucidité — non exempte de mélancolie me firent alors une profonde impression.

« Que l'homme soit », tel était le sens de son appel plus nécessaire que jamais dans notre monde déchiré par la haine et dominé par le goût du pouvoir et la soif du profit.

La situation actuelle de l'Afghanistan, par exemple, démontre en effet la permanence des obscurantismes que *dénonçait avec force et vigueur Jean Cottereau.* L'Afghanistan est ce pays d'Asie centrale de 650.000 km2 limité au nord par l'Union soviétique, au nord-est par la Chine, au sud et à l'est par le Pakistan et à l'ouest par l'Iran. Son relief cloisonné a constitué au cours de l'histoire une forteresse d'où descendirent les populations aryennes qui s'établirent dans l'Inde. Perses, Arabes, Turcs, Mongols l'occupèrent successivement. De tout cela découle une hétérogénéité du peuplement de lêAfghanistan qui compte cinq groupes principaux : les Pachtous ou Pathans, les plus nombreux (60 %) qui appartiennent à la branche caspienne de la « race » méditerranéenne, les Tadjiks (environ 30 %) d'origine indo-européenne, les Hazaras apparentés aux Thibétains, les Ouzbeks, de type mongol, les Turkomans. Si deux langues officielles se partagent le pays, le pachtou et le dari (voisin du persan), tous les habitants sont musulmans.

L'Afghanistan est une « République démocratique » depuis le coup d'Etat d'avril 1978 qui établit un régime « socialiste » satellite de l'U.R.S.S. dominé par le Khala, parti unique et communiste. La révolution de palais qui en mi-septembre dernier porte au pouvoir l'ancien premier ministre Hafizrillah Amin en remplacement du président Taraki, assassiné, risque de porter le feu aux poudres et d'opposer terreur rouge contre fanatisme musulman, cléricalisme stalinien contre théocratie islamique.

Moscou par un de ces virages à 180° dont les communistes ont le secret, après avoir soutenu Taraki, félicite Amin de son coup d'Etat pour continuer à gouverner en sous-main un pays dont la position stratégique sur la carte du monde risque de faire le malheur. A aucun prix, le Kremlin ne veut aux portes de l'U.R.S.S. d'une république islamique qui risquerait de contaminer les 50 millions de musulmans soviétiques... mais Amin apparaît comme le chef de la tendance la plus dure, la plus résolue à imposer la « voie communiste » et dans ce pays profondément musulman, c'est l'insécurité qui règne aujourd'hui tandis que se développe la résistance au pouvoir organisée par les « combattants de Dieu », divisés en une multitude de groupes constitués en fonction d'affinités tribales, le Hezbn Islami de Youlboudine, le Jamiet Islami de Burhandine, le Front national de Moudjadidi, plus ou moins soutenu par le Pakistan que... la Chine s'est engagée à aider en cas d'agression afghane...

Oui, le cléricalisme, qu'il soit d'origine civile ou religieuse, demeure avec le sous-développement économique l'un des obstacles les plus pernicieux au progrès humain. Mais « pour que l'homme soit », faut-il encore que son enfance soit préservée de tout endoctrinement, enrichie par la culture, armée par l'éducation du sens critique. Aussi conclurons-nous cette chronique par une note d'espoir qui nous vient — une fois n'est pas coutume — de l'hexagone : le Comité National d'Action Laïque que soutient le syndicalisme ouvrier organise en ce mois d'octobre un colloque sur l'enfant : nul doute qu'il réaffirmera le principe selon lequel le petit d'homme n'appartient ni à l'Etat, ni aux partis, ni aux familles, ni même aux enseignants mais seulement à lui-même et surtout formulons le vœu qu'il trouve quelques modalités pour faire avancer cette idée dans les faits tant il est vrai que « l'enfant est le père de l'homme » (*).

Jean MOREAU.

(*) Freud.

C'EST PRIMAIRE

Plus que jamais la religion reprend vigueur et force. Le voyage du pape en est une démonstration. Le tapage publicitaire sur les ondes et les journaux, un moyen. Certains disent : « Laissons faire, laissons dire, ne réagissons pas, ne choquons pas et l'Eglise perdra de son influence et peut-être même disparaîtra. » Et si par malheur on rouspète, on résiste, on réagit, on se voit alors accusé d'anticléricalisme primaire. Voilà ! Le mot est lancé, pardon, les mots sont lancés. Nous sommes anticléricaux et plus est, et surtout, primaires. Ben voyons ! Il y a bien des anticommunistes qui font de l'anticommunisme viscéral et primaire. Je m'étonne que l'on oppose bizarrement les mêmes mots pour l'un et pour l'autre. A croire qu'il y a le sabre, le goupillon et la faucille ! C'est drôle ! Moi je trouve. J'ai même entendu dire que le père Combes en ce domaine était imbattable. Mais revenons à la calotte. Ah ! la calotte ! Je ne vois pas pourquoi, et de quel droit la curaille pourrait sans aucune crainte de contestation propager sa marchandise et reprendre du poil de la bête. En fait, nous avons une Eglise qui orchestre une propagande pour les droits de l'homme, sous le couvert de la restriction mentale et la bénédiction des gouvernements.

Mais, attention ! Pas d'avortement, pas de sexualité, pas de liberté pour la femme, pas de mieux-être matériel ! C'est ça la restriction mentale. On critique la violence, mais on cache les massacres là où l'Eglise est encore toute-puissante. Chut ! Il ne faut pas le dire c'est primaire ! Que voulez-vous, on est pour les droits de l'homme ou on ne l'est pas. Et bien là aussi il y a de quoi être hérissé. Le droit, c'est la force. La force d'imposer le droit de vivre. On n'a rien à attendre d'un pantin. Le droit ne se donne pas, il se prend. La divinité, la révélation, le privilège, la charité, la grâce, la sujétion, ne peuvent en aucun cas se faire les apôtres du bon droit. A l'opposé, je laisse la parole à Bakounine qui opposait, « à la divinité, l'humanité ; à la révélation, la raison ; au privilège, l'égalité ; à la charité, la solidarité ; à la grâce, la justice ; à la sujétion, la liberté. » Deux choses sont donc opposées : la soumission ou l'indépendance. Dans combien de villages encore, en France, l'ouvrier ne trouve pas de travail s'il ne va pas à la messe ! C'est ça le droit ? Beaucoup nous diront qu'il est préférable de mener une action laïque. Mais si l'on veut donner toute sa force à la laïcité, il est nécessaire que celle-ci passe par l'anticléricalisme.

Et faute d'une lutte acharnée contre l'Eglise, chaque jour la laïcité perd de son pouvoir. Depuis plusieurs mois déjà, les curés peuvent bénéficier de la Sécurité sociale, tout en ne cotisant qu'en partie seulement, le reste étant à la charge des contribuables. Et plus est, ils ont droit à un régime spécial. Mais, attention il ne faut pas le crier ! C'est primaire.

Ne serait-ce que pour les droits de l'homme, il est urgent de briser la Calotte pour voir les corbeaux s'envoler, affolés.

Michel DESCARSIN.

PAS D'AMALGAME !

Je crains d'être plus ou moins responsable de la virulence de l'article de Descarsin. Et plutôt plus que moins, dans la mesure où c'est moi qui, lors de la dernière réunion de la *R.P.* ai employé l'expression d'« anticléricalisme primaire » et évoqué les mânes du « petit père » Combes (1).

C'était à propos de la lettre de Duval parue dans la dernière *R.P.* J'avais été informé par Hagnauer lui-même de son indignation et j'exprimais aux camarades ma solidarité avec lui. Sans aucune arrière-pensée, j'ai assimilé cet anti-israélisme de Duval à l'anticléricalisme primaire de l'époque de Combes.

Descarsin a alors vivement réagi. J'ai donc précisé qu'il y avait, à mes yeux, deux sortes d'anticléricalismes, l'un « primaire », l'autre valable. Que l'anticléricalisme de Moreau, par exemple, dans la *R.P.*, m'apparaissait valable, puisqu'il s'attaquait non seulement au cléricalisme de l'Eglise catholique et, éventuellement, à celui des autres Eglises — mais aussi à celui d'idéologies se prétendant agnostiques ou athées. Et j'ai rappelé comment Moreau avait jadis lui-même « donné la couleur », en opposant « le chrétien Lamennais [qui] est un laïc » à « l'agnostique M. Thiers, fusilleur des Communards... clérical de la pire espèce » et affirmé en conséquence : « Nous ne nous tromperons pas d'adversaire... Ce sont les héritiers du dernier que sans relâche nous combattrons ».

Une longue discussion a suivi, d'où il est ressorti que, si l'anticléricalisme à l'égard de l'Eglise catholique ne doit pas être mis sous le boisseau, il convient néanmoins de bien le centrer sur les aspects conservateurs ou réactionnaires de la politique de l'Eglise — en évitant de donner aux chrétiens qui ont rejoint le combat révolutionnaire l'impression qu'ils sont englobés dans la même condamnation et que notre anticléricalisme est en fait un anticatholicisme ou un antichristianisme.

Que l'on attaque la position officielle de l'Eglise sur la contraception et l'avortement, je suis d'accord ! Qu'on dénonce sa complaisance pour les dictatures sanglantes d'Amérique latine, je suis d'accord ! Qu'on lui reproche un insuffisant désaveu de l'antijudaïsme chrétien, je suis d'accord !

Mais qu'on veille, de grâce, à ne pas sembler rendre complices de ces orientations ceux qui, au sein même de l'Eglise, luttent contre elles ! Un Henri Fesquet, par exemple, qui écrit (*Le Monde* du 29 novembre 1974) : « N'est-il pas paradoxal de parler de respect de la vie en l'appliquant unilatéralement au fœtus et pas à la mère qui le porte ?...

---

(1) Le portrait de Combes, au demeurant, mériterait d'être nuancé. Dans son ouvrage *L'arrière-pensée de Jaurès* paru en 1966, l'historien catholique H. Guillemin le lave de l'accusation d'anticléricalisme obtus qui lui reste accolée. Une fois achevée la lutte anticléricale, Combes était prêt, selon Guillemin, à entamer la réalisation du second volet du contrat implicite qui le liait à Jaurès — et en premier lieu à faire voter un projet très progressif d'impôt sur le revenu. Mais tout le monde ne l'entendait pas de cette oreille parmi les anticléricaux de sa majorité. Au nombre des « tombeurs » de Combes, en janvier 1905, figurait Millerand qui avait été ou plutôt s'était dit socialiste et pour qui ce fut l'occasion d'amorcer sa carrière de renégat.

Tout se passe comme si l'Eglise catholique voulait punir la femme qui a « fauté » en lui imposant un fardeau parfois au-dessus de ses forces, compte tenu de l'état actuel de la société ». Un André Mandouze qui s'indigne que Jean-Paul Ier ne se soit pas comporté à l'égard du général Videla, venu assister à son couronnement, comme saint Ambroise jadis à l'égard de l'Empereur Théodose dont les mains dégoulinaient du sang du massacre de Thessalonique. Ou bien un Maurice Clavel dénonçant sans relâche les « racines chrétiennes » de l'antijudaïsme.

L'anticléricalisme est une arme délicate à manier. N'oublions pas que les politiciens bourgeois l'ont souvent utilisée pour esquiver le problème social. Dans son fameux discours à la Chambre du 21 novembre 1893, Jaurès leur avait lancé : « Vous avez interrompu la vieille chanson qui berçait la misère humaine et la misère humaine s'est réveillée avec des cris. Elle s'est dressée devant vous et elle réclame aujourd'hui sa place, sa large place au soleil du monde naturel, le seul que vous n'ayez point pâli... » Ceci ne devait pas l'empêcher de participer, quelques années plus tard, à la lutte anticléricale menée par le Bloc des Gauches — mais en s'efforçant de dépasser cet anticléricalisme qui, pour lui, n'était qu'un préalable, l'essentiel restant le combat social.

En s'attaquant avec tant de fougue et si peu de nuances à la « la Calotte », que Descarsin prenne donc garde de ne pas donner l'impression de pratiquer une sorte d'amalgame ! Si notre adversaire principal est bien l'ordre ou plutôt le désordre capitaliste, les socialistes ou syndicalistes doivent être des combattants à part entière, quelle que soit leur formation, chrétienne ou athée.

Y. DELAUNAY.

Adieu à Pierre Goldman

Le 20 septembre dernier, l'auteur des *Souvenirs obscurs d'un Juif polonais né en France* était abattu par trois inconnus.

Je voudrais saluer celui qui, dans une interview accordée à la veille de sa mort et publiée dans *Le Monde-Dimanche* du 30 septembre, se définissait comme un « Juif libertaire » et déclarait : « Au fond de moi-même je méprise tous les nationalismes, compris les nationalismes révolutionnaires, y compris le nationalisme israélien. Tous. Au fond, je les comprends ; j'en soutiens certains parce que je pense qu'ils sont nécessaires sur le chemin de l'émancipation de l'humanité ; j'en soutiens d'autres parce que je pense que c'est la seule solution, mais je les méprise tous. »

Un Comité Pierre Goldman s'est constitué pour venir en aide à Christiane Goldman et à son fils Manuel, né le jour-même des obsèques de son père.

Les chèques doivent être libellés à l'ordre de « les Temps Modernes » - Comité Pierre Goldman, 26, rue de Condé, 7506 PARIS.

Y. D.

La mort noire de la Bretagne

Les excellents articles d'Yvette Grilo dans la R.P. *et de Faucier dans* Le Réfractaire *n'amènent à me demander si nous (les syndicalistes, nos organisations, la gauche en général) avons accordé vraiment toute son importance à ce formidable événement et à tout ce qu'il a révélé. Aussi à me poser la question du rôle exact de la presse écrite, orale ou télévisée dont nous avons tendance à mettre un peu unilatéralement en doute la valeur informatrice. On a beaucoup critiqué, ici ou là, voire parfois vigoureusement dénoncé la longue campagne de « récupération » conduite par le journalisme télévisé et la radio. Certes, elle a pu relever, de la part de certains, et certainement côté officiel, d'une tentative de désamorcer la colère et la révolte.*

Mais elle a eu aussi grâce à la persévérance et à l'objectivité de beaucoup d'autres des aspects très positifs. Il faut reconnaître qu'elle nous a beaucoup appris. Elle a finalement informé de larges couches de la population avec plus d'efficacité, plus de persévérance, en tout cas avec moins d'intermittence et de dispersion peut-être que nos propres organisations. Je viens de suivre sur Antenne 2 *une analyse poussée, ce vendredi 26 mai, de l'activité des Mercenaires de la Mer (émission de Renaud Delourme). Elle en prolonge beaucoup d'autres. Que peut-on leur reprocher ?... Et si nous avons laissé « récupérer » à chaud l'indignation, le désespoir, les élans émotionnels de générosité, l'instinct profond de solidarité, n'est-ce pas quelque peu de notre faute à tous ? Nous n'avons plus de Zola (dont* Antenne 2, *encore, nous a si bien exalté l'action dreyfusarde)... plus de Lecoin. Savons-nous encore ce qu'est une campagne d'opinion ? Une solidarité combattante, critique, contestataire ? Nous sommes pourtant en face de l'un des plus formidables événements tangibles de l'histoire des luttes de classes. Ce sont tous les mécanismes de la déchéance du grand capitalisme anonyme qui ont été mis à nu, jour après jour, pour le grand public, dans une aveuglante clarté.*

Socialisme ou barbarie ! Le capitalisme vient encore de montrer, en Bretagne, que sa course suicidaire concurrentielle au profit, lui fait exercer sans aucun contrôle une capacité explosive d'extension géométrique toujours accélérée et par là, illimitée (tankers fous de 230.000, 500.000, 1 million de tonnes, en des mains irresponsables) se heurtant aux espaces vitaux mais limités des océans, réserves mêmes de la vie. Le grand capitalisme en est ainsi au stade prévisible et prévu où il tend à atteindre les limites mêmes des possibilités de la planète. Alors il multiplie les puanteurs meurtrières, les monceaux d'ordures mortelles, les déchets irréversibles. Tout cela a été dit, clamé, est apparu clairement, oui !... même sur les écrans de télévision !... Les réactions syndicalistes !... les réactions de gauche sont-elles à la mesure de ces révélations ? Leur nécessité ne devrait-elle susciter bien d'autres mobilisations en chaîne que ne le fit, par exemple, la désarmante (au sens propre du terme) campagne électorale récente ? Ne saurions-nous plus cultiver que l'indifférence et le scepticisme ?

Jean DUPERRAY.

A contre-courant pendant un demi-siècle

LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES D'AVANT-GUERRE

C'est dans la rubrique : *Renaissance du syndicalisme* des années 1937 et 1938 que nous pouvons suivre sous la direction de Maurice Chambelland toutes les informations sur la lutte contre la « stalinisation » et la préparation de la guerre, au sein de la C.G.T. Nous pourrions citer en référence tous les numéros de cette période... la lutte dans l'Union de la Loire menée par nos amis de la section syndicale des Instituteurs et particulièrement par Urbain Thévenon — dans le Bâtiment, dans les Métaux (avec mon vieux frère d'armes Albert Lemire) — dans l'Eclairage (avec Clément Delsol) — dans le Livre (avec la constante contestation du syndicat des Correcteurs dont Chambelland fut à cette époque le secrétaire général) — chez les Instituteurs — dans l'Habillement — etc.

La colonisation des syndicats ouvriers

Le 10 août 1937 avait paru, rédigé par Chambelland, le manifeste d'un groupe de militants pour l'indépendance et la démocratie syndicale. Je fus seul avec Pacaud (du Livre) à la Commission exécutive de l'Union des syndicats parisiens à voter contre une motion flétrissant ce retour à l'organisation de fractions (!?). Par aveuglement ou par prudence, tous les autres ex-confédérés de la Commission, dits réformistes, votèrent avec les staliniens... qui certes n'avaient pas besoin de constituer des fractions, car, quels que soient leurs postes au sein de la C.G.T., ils étaient de dociles exécutants des décisions du Bureau politique du P.C.

Jouhaux — qui se croyait depuis longtemps élevé à la hauteur d'un homme d'Etat international — joua le jeu avec une apparente naïveté, d'autant plus trompeuse qu'on ne l'abusait pas facilement. Pour parachever l'alliance franco-russe, il fallait inclure les syndicats soviétiques dans la Fédération syndicale internationale (F.S.I.)... ce qui fut d'ailleurs repoussé par la grande majorité des centrales adhérentes (dont les Trade Unions).

Chambelland posa la question, à laquelle on se garda de répondre : *Les syndicats soviétiques sont-ils de vrais syndicats ?* (*R.P.* du 25-12-1937.)

L'Union des syndicats de la Région parisienne fut naturellement le domaine de la stalinisation la plus provocante. Une opposition numériquement fort légère y mena la bataille la plus difficile, la plus édifiante et peut-être la plus spectaculaire. La *R.P.* nous fournit une description historique du processus par ses comptes rendus des congrès de l'Union. Celui de 1937 fut raconté et commenté par Simone Weil (10-2-1937).

J'ai déjà signalé les interventions de Delsol, Charbit et moi contre un paragraphe du rapport moral particulièrement odieux, lourd d'ignobles injures contre les victimes des procès de Moscou, qui fut retiré par le bureau au moment du vote. Suzanne Sailly nous ayant présentés comme de fidèles zélateurs du syndicalisme de 1906, nous avions signé une rectification rédigée par Albert Guigui pour rejeter cette qualification jugée abusive. Malheureusement une lecture trop rapide nous avait empêchés de porter attention à une sorte de répudiation de l'héritage du syndicalisme révolutionnaire. Ce qui nous valut une vigoureuse réponse de Monatte dans la *R.P.* Il avait raison une fois de plus. Il fallait préserver l'esprit du syndicalisme de 1906, de la Charte d'Amiens.

J'avais été élu à ce même congrès membre de la Commission exécutive de l'Union (simplement parce qu'il fallait un représentant des instituteurs). Je démissionnai avant le congrès d'avril 1938 par une lettre reproduite dans la *R.P.* du 10 mai 1938, dans laquelle je dénonçai les graves atteintes à la démocratie syndicale perpétrées par le bureau de l'Union, qui s'associait à toutes les manifestations du Parti. Le congrès des 7, 8 et 9 avril 1938 fut commenté par Maurice Chambelland (*R.P.* du 10-4-1938) sous le sur-titre : *A quoi sert la fausse unité* — le titre : *La préparation de la guerre au Congrès de l'Union des Syndicats* — et le sous-titre : *L'organisation parisienne est complètement colonisée.* En effet Chambelland justifiait ces formules fracassantes par une analyse fidèle des déclarations de Raynaud et d'Hénaff — secrétaires staliniens — frappant d'infamie les pacifistes, les révolutionnaires du Cercle syndicaliste lutte de classe et les syndicalistes du Centre syndical d'action contre la guerre. Ils ne manquèrent pas d'attaquer aussi les leaders socialistes sans que ceux-ci soient défendus par les membres de leur parti, présents dans la salle. Les représentants des instituteurs et des postiers intervinrent contre le bellicisme des staliniens — préfigurant la fameuse pétition de septembre 1938 lancée par le S.N.I. et le syndicat des agents des P.T.T.

La voix de « la R.P. » dans les congrès de l'Union

Mais malgré les insultes, les vociférations de délégués stylés et encadrés, une intervention de Charbit domina le congrès. Ce n'était pas seulement le porte-parole de la *R.P.* et du Centre syndical d'action contre la guerre. C'était le militant capable de dire « tout ce qu'il faut dire », d'aller jusqu'au bout de tout ce qu'il faut dire, de tout ce qu'il tire d'une documentation sérieusement et minutieusement rassemblée. Charbit, dernier survivant (en 1979) avec Marzet et moi du premier noyau de la *R.P.*, qui porta la plus lourde responsabilité dans la « cuisine » rédactionnelle de la *R.P.* pendant plus de vingt ans (jusqu'en 1975 — encore ne l'abandonna-t-il pas complètement à cette date) reste encore méconnu par ceux qui ne fréquentent ni notre siège, ni notre imprimerie. C'est qu'on ne voit pas souvent sa signature en bas d'articles. Avant la guerre, il fallait presque le brutaliser pour l'obliger à écrire un papier. Or, pendant cette période d'âpre lutte contre l'Union Sacrée et la colonisation stalinienne des syndicats, il fut certainement le plus courageux et l'un des plus efficaces d'entre nous. Gaston Guiraud, secrétaire de l'Union confédérée, fut un jour tellement effaré par les révélations de Charbit sur les positions staliniennes, qu'il l'amena au « général » Léon Jouhaux.

Celui-ci écouta non sans surprise le modeste typo qui pouvait lui apporter des informations que lui, habitué des réunions internationales et familier de grands hommes d'Etat, connaissait à peine et dont il n'avait pas senti la gravité.

A ce congrès de l'Union, Charbit lut des extraits de discours de Thaelmann — leader du parti communiste allemand — prononcé à Paris le 31-8-1932 — cinq mois avant la montée de Hitler au pouvoir — et dont la *conclusion dénonçait le traité de Versailles et tous les accords passés avec les impérialistes français... et autres,* réclamait *le droit pour l'Alsace-Lorraine de se séparer de la France.* Il lut aussi des extraits d'un discours de Marcel Cachin en juin 1933 déclarant (six mois après la prise du pouvoir par Hitler) que *les prolétaires français ne mettraient pas sac au dos pour la défense de l'impérialisme français.* Il lut encore des extraits d'un discours de Maurice Thorez prononcé à la Chambre des députés en 1935 dans lequel on trouve cette phrase d'une clarté éblouissante « *Nous ne permettrons pas qu'on entraîne la classe ouvrière dans une guerre dite de défense de la démocratie contre le fascisme* ».

Et cela quelques semaines avant la déclaration de Staline cautionnant la politique d'armements de la France qui fut suivie presque immédiatement d'un ralliement du parti communiste à une politique de surenchère nationaliste et belliciste.

Dans le tumulte de huées et de vociférations qui hachèrent le discours de Charbit — prononcé d'un débit saccadé, avec une imperturbable assurance — il y avait sans doute l'obéissance aux consignes, mais qui s'accordait cette fois avec les pulsions du subconscient des aboyeurs staliniens. Il y eut toujours dans le recrutement communiste, deux voies toujours distinctes. Celle d'idéologues, d'intellectuels ou d'« intellectualisés » par des lectures hâtives, des formules abstraites entonnées de force. Tous ceux-là se saoûlaient de « dialectique » verbale et se croyaient par une sorte de prédestination appelés à atteindre des « buts augustes » par des voies étroites, tortueuses et boueuses. Pour ceux-là tout ce qui servait Staline, « incarnation » de la patrie du Socialisme, était logiquement justifié. Ils acceptaient délibérément de bafouer le jour ce qu'ils avaient exalté la veille — la succession de mots d'ordre contradictoires s'expliquant par les prescriptions de la « dialectique » élevée à la hauteur d'une sorte de « parapsychique » où la magie des mots opère sans que soit perçue leur signification propre. Par un phénomène que les psychologues ont éclairé, les plus perméables à l'esprit critique, au doute cartésien, s'affirmaient les plus fanatiques par surcompensation des troubles qui agitaient leur conscience. Pour ceux-là, nous gens de la *R.P.* étions d'autant plus les hommes à abattre qu'ils avaient peur de se retrouver en nous écoutant.

Charbit ne parlait pas à un congrès composé de délégués ayant gagné la confiance de leurs mandants par leur action ou leurs idées, mais à une foule de gens sélectionnés par l'appareil du Parti — les plus ignorants et les plus incultes étant en tête du palmarès. Une foule qualitativement comparable à celle qui, dans les premiers jours d'août 1914, se ruait sur les laiteries Maggi ou les brasseries Grüber (soupçonnées d'être allemandes). A celle qui, trente ans plus tard, traînait dans les rues, nues, épilées et meurtries, les femmes soupçonnées d'avoir couché avec des Allemands.

On m'accusera sans doute de parti pris injuste, outrancier et grossièrement insultant. Je parle cependant par expérience personnelle. Lors de mes tournées en juin 1936 dans les usines occupées, le secrétaire d'une cellule communiste — syndiqué depuis quelques jours — me disait d'un de ses patrons au nom alsacien : « D'ailleurs c'est un boche !... » Scandalisé, je rapportai cela à un responsable syndical, communiste chevronné, qui m'expliqua cette injure odieuse en ces termes : « Le copain n'a pas tort. Son patron était avant 1914 instruit en Alsace dans des écoles germanisées. Il a donc tout naturellement la mentalité d'un boche !... » Et cela fut dit fort tranquillement, sur le ton de la certitude. Après dix-sept ans d'Internationale communiste, on en revenait, sans effort, aux pires bobards d'août 1914.

Un autre souvenir personnel prouva par comparaison l'exactitude de mon observation sur le comportement de militants mûris par le socialisme ou le syndicalisme. Sous l'occupation, alors que j'avais fui la Gestapo parisienne, je me trouvais dans la banlieue de Clermont-Ferrand au milieu d'un groupe de résistants — des plus résolus et des plus courageux — qui contaient des exploits au cours desquels ils avaient abattu des soldats allemands et fusillé des « miliciens » de Darnand. J'écoutai simplement, ne pouvant et n'osant rien dire. Mon silence fut-il suffisamment expressif ? Comme nous nous séparions, le chef — un admirable combattant de la Résistance, militant socialiste et syndicaliste — vint vers moi, me prit le bras et me dit, le regard mouillé et la voix hésitante : « Dire que nous — vous comme moi — nous avons lutté pour la fraternité des peuples et souvent crié : Vive le peuple allemand ! ». Je crois lui avoir répondu : « Grâce à des hommes comme vous, nous retrouverons cela quand cette saloperie sera close par notre victoire ».

Je m'excuse de cette diversion qui ne m'éloigne pas tellement du rappel de notre action en 1938. Ce qui est grave c'est justement la coexistence dans l'organisation et dans l'esprit des communistes de l'obéissance à des consignes étrangères et de l'exploitation des plus bas instincts nationalistes. Cela ne peut salir l'image des courageux combattants communistes de la Résistance. D'abord parce que l'héroïsme ne justifie pas les motifs et les mobiles du héros. Ensuite parce que le pacte Hitler-Staline ne fut pas accepté par la grande majorité des militants communistes de la base.

Le tournant du 21 juin 1941 provoqua une sorte de soulagement. Enfin l'antihitlérisme pouvait satisfaire les sentiments élémentaires et spontanés, patriotiques et révolutionnaires.

Les chefs n'avaient pas à choisir, ils obéirent comme toujours. Les « rank and file » n'éprouvaient pas le besoin de choisir, car ils n'avaient jamais été formés dans la plénitude de l'internationalisme ouvrier. C'est en cela encore que le noyau de la *R.P.* prouvait son originalité propre.

Charbit parla encore au nom de la *R.P.* et du Centre Syndical d'Action contre la guerre, au congrès de l'Union de 1939 tenu après Munich, alors que Hitler venait d'annexer la Tchécoslovaquie. Son discours, hachés d'ignobles injures par les staliniens, fut peut-être encore plus courageux et d'un style plus dramatique. Nous y reviendrons.

Roger HAGNAUER.

GRÈVES DE FONCTIONNAIRES • GRÈVES DES P.T.T.

Les fédérations de syndicats de la fonction publique évitent généralement de faire une analyse globale de société avant d'entreprendre des grèves. Chaque corporation limite sa vision à ses seuls problèmes professionnels.

Les unités tactiques ne manquent pas, mais elles ne rassemblent que des éléments disparates, aux buts restreints, à court terme, incapables de modifier les options principales du pouvoir.

La politique politicienne la plus étroite, la magouille électorale, y sont habituelles, sur le dos des travailleurs !

Une grève à la télévision n'est vue que sous l'angle des contraintes imposées au public, ou d'une remise en cause du monopole exercé par tel ou tel syndicat. Plus personne n'évoque les pressions directes et indirectes des groupes capitalistes et des hommes au pouvoir sur l'information qui est émasculée avant d'être servie au public.

Information où l'on cache l'essentiel et l'important aux travailleurs que l'on met toujours devant le fait accompli.

Qui ose encore rappeler que la radio-télévision était sous la tutelle du ministère des P.T.T., que les syndicats y avaient leurs entrées, et n'ont pas fait faute de placer leurs amis pour prix de leur silence ?

Le statut de la fonction publique, médité pendant la résistance, mis en place sous un ministère Thorez, remanié par la suite par de Gaulle, n'est plus qu'une couverture commode que l'on brandit facilement, alors qu'on le tourne, ou le trahit, chaque jour ! Mais qui peut le dire ? Ceux qui l'ont fait, partis à la retraite ou bénéficiaires des abus ? Les jeunes générations que personne n'a mises au courant, surtout pas les syndicats ? Les fonctionnaires eux-mêmes, alors que 80 % d'entre eux sont des exécutants que l'on écarte de toute autorité ?

Les véritables « criminels » — si l'on accepte les qualificatifs extrémistes — sont certainement plus nombreux chez ces syndicalistes qui, pour préserver leurs avantages ou maintenir le système en place, acceptent toutes les compromissions que chez les « autonomes », dont les mouvements sporadiques et désordonnés ne sont qu'une conséquence de la trahison des intérêts prolétariens par les syndicats !

Si la situation économique de certains responsables, si leurs emplois administratifs les classent parmi les privilégiés — ce qui ne semble pas incompatible avec les postes de grands responsables des syndicats — les syndicats ont laissé se dégrader depuis trente ans le statut du fonctionnaire.

Encore faut-il distinguer entre les « cadres » (400.000 sur 3 millions de salariés d'Etat) et les exécutants ; entre les « intellectuels » (comme les enseignants) qui ont aussi une fonction idéologique et les « industriels » (comme les postiers) étroitement liés aux structures économiques et financières !

Encore faut-il distinguer entre les syndicalistes « mal vus » par les directions, tant administratives que syndicales, que l'on s'efforce d'éliminer ou d'isoler et ceux pour qui un « retour à la base » serait une catastrophe financière et professionnelle ! Quel est le risque-tout qui fera un recensement des fonctionnaires syndicalistes détachés en indiquant leurs revenus réels et leur travail effectif de fonctionnaires ? On s'apercevrait alors que les plus démunis y sont rares, alors que les « petits indices » sont la majorité des exécutants !

Disposant de temps, d'argent, de moyens divers et d'influence parmi les technocrates directement associés au pouvoir politique en place, les syndicalistes « maison » — sauf peut-être les instituteurs, assez nombreux et libres pour disposer d'assez de bénévoles — pratiquent un double jeu d'autant plus difficile à dénoncer que l'on risque de sévères — et anonymes — représailles par le biais de la réglementation ou de l'affectation au poste de travail !

Depuis trente ans, il y a un processus lent mais continu d'investissement des services publics par l'idéologie capitaliste dite « libérale » (pour qui ? pas pour les travailleurs que l'on exploite !), comme il y a grignotage des secteurs « financièrement rentables » de toutes les administrations ! Ecole libre contre école publique, sociétés de télécoms (plus de 600.000 salariés !) ou de transport et distribution d'imprimés contre P.T.T., entreprises de « défense et sécurité » contre police, etc.

On se plaint de l'information orientée de la télé, mais le résultat est le même avec la manière de répartir les « tarifs postaux préférentiels » (quelques milliards de déficit imposés aux P.T.T.) qui privilégient les trusts de presse et les grands tirages au détriment des revues de formation, d'information et de culture qui permettent la vie démocratique à la base !

On se plaint maintenant du licenciement de milliers d'auxiliaires. Mais comment se fait-il que les syndicats de fonctionnaires aient laissé s'installer un sous-prolétariat surexploité dans les administrations au mépris du statut de la fonction publique ? 50.000 maîtres auxiliaires (dont 8.000 licenciés à la rentrée) ne se voient pas reconnus comme enseignants, faute de crédits, mais aussi parce qu'on estime leur matière inutilisable (par qui ?) sur le marché de l'emploi ! Matière qui exige de longues et difficiles études comme pour la musique ou le dessin, mais aussi l'histoire et les langues étrangères !

La baisse évidente du niveau culturel de la masse des jeunes Français des classes laborieuses (un bac 1979 vaut-il un certificat d'études 1930 ?) n'est qu'une des conséquences de l'investissement capitaliste !

De même, plus de 80.000 auxiliaires des P.T.T. peuvent se voir licencier n'importe quand sous préavis de trois mois, alors que la « couverture » de dizaines de milliers d'emplois de postiers est réalisée par la pratique systématique des heures supplémentaires, qui mènent certaines durées hebdomadaires de travail à 60-70 heures, mais permettent à nombre d'agents des postes de compenser des salaires médiocres !

Il y a un véritable scandale de la fonction publique dont les syndicats évitent de parler, préférant « amuser le tapis » par des mini-grèves, qui ne sont souvent que des reprises en main d'une base mécontente. La C.G.T. étant passée championne dans

ce genre d'exercice, alors que F.O. et la C.F.D.T. en sont encore à se demander — sans trouver — si le réformisme est la panacée prolétarienne universelle ! Où sont donc ces syndicalistes révolutionnaires dont les syndicats actuels sont, dans la fonction publique, les héritiers indignes ? Il est loin le temps où le fait d'être syndiqué entraînait la révocation avec poursuites judiciaires !

A ce processus global d'investissement capitaliste dans les services publics (pour combien de temps encore ?) il faut rajouter le cas particulier des P.T.T., qui est en fait une entreprise de type industriel et commercial d'envergure nationale.

Les P.T.T. salarient 380.000 agents dont 300.000 titulaires, représentant le quart de la fonction publique. Le personnel y est jeune (moyenne d'âge 25-30 ans à Paris, 42 ans en province), de plus concentré en grosses entreprises (un centre de tri, ou de chèques compte de 600 à 3.500 emplois). Les techniques ultramodernes y sont implantées à certains niveaux (machine à trier, ordinateur, calculatrice électronique, etc.) et coexistent avec une technologie dépassée (par exemple les millions de tonnes transportées par les P.T.T. chaque année sont manipulées à 80 % à la main).

La poste se voit imposer des charges qui « servent » plus les puissants que réellement la masse des usagers (par exemple la mécanisation du tri est d'abord entreprise pour écouler le courrier « normalisé » des industries et des banques, des impôts ou de l'armée, etc.) qui grèvent de déficits importants un budget, toujours voté par le Parlement ! Il y a un problème « martiniquais » (plus de 30.000 agents surtout à la distribution et au tri) et un problème « parisien » (plus du tiers de tous les emplois P.T.T. sont à Paris).

Quoique depuis 1968 le sort des jeunes débutants (à Paris seulement, ceux de province étant laissés pour compte) se soit amélioré (prime d'installation de 3.000 F, foyer à 3,50 F par jour pendant six mois, primes diverses, cantines à 7-8 F le repas, etc.) il y a toujours aussi un problème « jeune ».

Issus souvent du Sud de la Loire, ou de Bretagne, de régions sans grands débouchés, mais disposant de diplômes secondaires (B.E.P.C. exigé au concours d'agent d'exploitation, licence à celui d'inspecteur) les jeunes sont en fait les « rescapés » des concours P.T.T. (en 1976, 43.500 candidats préposés et 12.000 reçus, 8.866 candidats inspecteurs et 1.849 reçus, 35.000 candidats agents d'exploitation titulaires du bac et 8.000 reçus). Comme les candidats parisiens font défaut (20.000 « parisiens » pour 130.000 emplois à Paris) on fait venir les jeunes débutants à Paris, où ils ne se plaisent pas ! Dès que possible, les postiers font donc une demande de mutation pour la province, ou pour le département le plus proche du leur, le rapprochement définitif étant long et demandant trois ou quatre mutations successives (70 % des agents de province sont natifs de la région où se trouve leur bureau de poste). Plus de 500.000 demandes de mutations par an, plus toutes les mutations imposées d'un bureau à l'autre dans la même « résidence ».

Convaincus dès l'école secondaire que les travaux manuels sont « serviles » ou « idiots », bien des jeunes se retrouvent parachutés dans un monde industriel et commercial dont ils ignorent tout, devant subir ses violences, des tâches répétitives ou pénibles, alors que leur réussite aux concours des P.T.T. leur faisait imaginer une vie tranquille de bureaucrate de province !

Le ministère des Finances s'opposant absolument à la revalorisation des salaires des catégories « manuelles » (60 % des emplois) les jeunes constatent tout en même temps : l'exploitation capitaliste ; la dégradation du service public ; la dévalorisation du travail manuel ; les contrastes énormes entre les bureaucrates privilégiés et nombre de syndicalistes détachés, et les exécutants mis à toutes les sauces, manipulés comme des numéros, méprisés par les « administratifs » ! Si bien qu'un grand nombre de jeunes diplômés, orientés par un système d'études foncièrement égoïste qu'ils viennent à peine de quitter, entretiennent une agitation permanente, à seule fin d'être « mis ailleurs ». Si possible dans un bureau à l'abri du public !

Réaction spontanée, irréfléchie, porteuse de grèves sans lendemain, mais qui gênent les syndicats car les privilèges des syndicalistes sont évalués au prorata de leur influence sur « la base » — celle-ci étant invitée, tous les trois ans, à indiquer le « baromètre » du prestige grâce aux élections paritaires ! Le nombre des « détachés » par organisation étant directement proportionnel à celui des voix, les syndicats sont en campagne électorale permanente, afin de peupler les commissions administratives, les conseils de cantines ou de coopératives, ou les multiples organismes sociaux ou sportifs où l'on peut être détaché à temps partiel ou complet (3.000 permanents détachés à l'A.S.P.T.T.).

D'autre part, la majorité des centres de tri parisiens (total 30.000 emplois) étaient vétustes, incommodes, réparés de bric et de broc, tout le monde s'en plaignait ! Les entreprises clientes, les syndicats réclamant des locaux, le personnel réclamant un meilleur environnement !

Le ministre Achille Fould a donc fait construire des centres de tri neufs tout autour de Paris en se basant sur les indications de l'administration, elle-même influencée par les syndicats ! Censés représenter la base ?

Mais quelle base, puisqu'au bout de cinq ans la moitié du personnel a réussi à se faire muter ailleurs, alors que les syndicalistes sont élus pour trois ans ! Donc il y a toujours un décalage énorme entre les syndicats et ceux qui sont censés être leurs électeurs !

Ceux-ci, ignorant la situation passée, reprochent aux centres de tri d'être isolés, mal commodes d'accès, construits loin des agglomérations et de la vie commerciale ! Ils constatent aussi la pénurie d'effectifs temporaires (à certaines heures, il faut à tel centre de tri 50 emplois de préposés au transbordement qui n'en compte que 30, la différence étant comblée par des heures supplémentaires ou des prolongations qu'il faudra compenser, d'où absence supplémentaire, etc.).

De même, nombre « d'anciens », après bien des péripéties, ont réussi à trouver à Paris une affectation qui leur convient (en attendant une mutation lointaine pour la province) et n'envisagent pas d'aller dans ces centres-là ! Même chose des syndicalistes patentés ! Comme il faut bien nommer quelqu'un l'administration y envoie systématiquement les débutants, heureuse du même coup d'écarter les syndicalistes qu'elle supporte mais n'aime pas !

Après, les syndicats sont contraints de faire assaut de démagogie, ou de réclamer l'expulsion des « autonomes » accusés de tous les « crimes », afin de préserver les apparences, et leur influence électorale toujours mouvante.

Le problème est insoluble dans les circonstances actuelles ! Faire un recrutement essentiellement régional, c'est condamner tous les provinciaux mutés à Paris, à rester dans la capitale ! Et au nom de leurs adhérents parisiens, les syndicats s'y opposent ! Titulariser les auxiliaires sur place aussi, est contesté pour la même raison ! Attirer les « parisiens » dans les P.T.T., à supposer qu'on augmente les indemnités locales ? Mais dans ce cas, c'est créer des dizaines de milliers de mécontents dans toutes les provinces qui verront se perdre ce débouché possible !

Ce serait aussi introduire une différence inadmissible entre fonctionnaires exerçant le même emploi ! Les « primes spécifiques » creusant déjà de larges trous dans le statut de la fonction publique !

C'est pourtant la solution choisie par l'administration qui doit pour cela passer insensiblement du statut de fonctionnaire à celui d'entreprise des postes ! Le passage du ministère en secrétariat d'Etat étant un premier pas en ce sens !

Enfin, les P.T.T. sont sujettes aux variations économiques ! Les « vrais » clients des P.T.T. ne sont pas ceux que l'on croit ! Les « particuliers » ne représentent que 30 % du trafic, les entreprises 70 % ; et dans ces 70 % là, deux à cinq entreprises par département « font » 50 % du trafic !

En régime capitaliste, le client, c'est celui qui paie, non le destinataire ! La mise sur électronique de l'innombrable courrier administratif entraîne la suppression de millions de lettres envoyées par « l'Etat » ! Reste donc les sociétés de vente par correspondance, de diffusion et de routage, la presse quand il est moins onéreux de faire payer au contribuable le déficit de transport que de l'assumer soi-même !

C'est ainsi que chaque Français contribue indirectement au bénéfice de la Redoute à Roubaix ou de *France-Dimanche* !

La crise économique a fait baisser de 20 % le trafic postal. Comme la crise démographique a entraîné des fermetures d'écoles, la crise de pétrole amène des restrictions dans les projets des P.T.T. qui limitent le champ d'action des futurs centres de tri à un département ! Se condamnant d'avance à dépendre de quelques clients privilégiés qui n'ont aucune raison de respecter les règlements. Ainsi, on constate dans les centres de tri de province que le « tri préalable » qui justifie théoriquement les tarifs de faveur n'est pas fait correctement, voire pas du tout ! Ce qui nécessite locaux, personnels et matériels supplémentaires dont l'administration ne dispose pas ! D'où une aggravation des conditions de travail des postiers en province.

Ce qui explique, pour 1978, 500 grèves locales, cinq grèves régionales, cinq grèves nationales, 2.500 heures de grèves rien qu'à Paris, etc., sans que le public y comprenne rien, ni que les postiers obtiennent des résultats durables.

Comme les « gros » fournisseurs de courrier stockent leurs envois les jours de grève, le courrier « particulier » se trouve rapidement noyé dans la masse. Comme il occupe moins de place, il traîne alors que le trafic industriel est « traité » rapidement.

Finalement, l'avenir des postiers s'annonce d'autant plus sombre que l'on ne traite jamais les vrais problèmes en débat démocratique.

Le camarade Pitous, entre deux congés et un voyage à la Martinique peut bien crier après les « criminels irresponsables » qui à Paris suscitent des grèves minoritaires, il mise à côté de la plaque. Hors d'un anticommunisme primaire à base de marxisme mal digéré, ou d'un réformisme dangereux qui masque un opportunisme de compromission, voire d'options politiciennes inavouées qui louchent du côté de François Mitterrand, on se demande où est sa solution miracle ?

Prisonnier de sa propre logique, et de la logique du système, il peut se féliciter des progrès de la mécanisation, de la téléinformatique, ou de la prééminence de fait des télécommunications sur la poste qui est la parente pauvre, parce que nécessitant une masse de personnels, entretenant des milliers de bureaux dans toute la France, mais restant en contact permanent avec la « base » des usagers.

Seule encore la gestion du personnel est commune aux postes et aux télécoms, ce qui n'empêche pas les primes « spécifiques » aux télécommunicants, mais pour combien de temps encore ?

Mais où sont les intérêts des travailleurs ? Particulièrement ceux du service général des P.T.T. ? Faut-il s'étonner de leur désaffection croissante pour les syndicats ?

Mais la défense des travailleurs reste-t-elle encore l'objectif prioritaire de certains syndicalistes des postes ? Quand on sait que le contrôleur Georges Frischmann a été élu député européen sur la liste communiste, et que l'inspecteur Georges Sarre, y est de même au titre du P.S., quand on sait que l'un a présidé durablement la fédération C.G.T. des P.T.T., et que l'autre fut un éminent responsable F.O., puis C.F.D.T., on peut se poser des questions.

Le véritable problème est celui d'un choix de société.

Seule la C.G.T. pose à peu près correctement le problème en termes économiques et sociaux, mais son organisation même la liant au parti communiste lui interdit d'être efficace.

Il n'y a guère d'autre solution que d'attendre le « clash » postal qui s'esquisse maintenant, en souhaitant que les « autonomes » de maintenant ne soient pas récupérés comme ceux de 1978. De toutes façons, les syndicats se rallieront à la masse quand ils ne pourront plus l'empêcher d'avancer.

N. AMEDEE.

La R.P. est une tribune libre

DISCUTEZ SES OPINIONS
DONNEZ-LUI LES VOTRES
PARTICIPEZ A LA CONSTRUCTION
D'UN SYNDICALISME INDEPENDANT EUROPEEN
AVEC ELLE

L'imposture :
« Au nom de la classe ouvrière » (1)

1917 : La révolution d'Octobre. Un grand espoir pour la classe ouvrière mondiale : enfin celui du socialisme, la fin de l'impérialisme et de l'oppression capitaliste.

Puis l'échec de la Révolution allemande, de celle de Hongrie, la mort de Lénine et le triomphe du stalinisme : le père des peuples, le socialisme dans un seul pays. On y croit, on espère ; c'est le flambeau auquel on s'accroche, la voie à suivre.

Pourquoi douterait-on ? Le P.C.F., avant-garde de la classe ouvrière — qui ne se trompe jamais et ne peut par définition se tromper — vante les mérites du pays du socialisme, encense le camarade Staline, père des peuples.

Pourtant, il y a quelques failles dans ce processus : le retour de Ciliga des camps de concentration de l'U.R.S.S., le retour d'exil de Victor Serge. Tout ne serait donc pas parfait au pays du socialisme ?

Au sujet de Victor Serge, une anecdote : au congrès de la Fédération unitaire de l'Enseignement à Bordeaux (1932, sauf erreur), des camarades étant intervenu en faveur de l'exilé, un camarade du P.C. (Bouthonnier) est monté à la tribune pour dire : « La preuve que V. Serge est un contre-révolutionnaire, camarades, c'est que vous le défendez ! » Beau chahut dans la salle !

C'est avec ce genre de raisonnement que, pendant plus de tente ans, on a traité de traîtres, de valets de l'impérialisme, etc., ceux qui se permettaient de douter de la réalité du socialisme en U.R.S.S., de critiquer le régime sanglant de Staline, le régime de Novosty en Tchécoslovaquie, celui de Rakosi en Hongrie.

Si la France était devenue une démocratie populaire, il se serait bien trouvé un Rakosi français pour nous faire apprécier les beautés du socialisme à la sauce soviétique...

Puis le 20e congrès du P.C. de l'U.R.S.S. avec le fameux rapport Khrouchtchev et le commencement de la déstalinisation, que les dirigeants du P.C. français ont eu du mal à accepter. La déclaration de Thorez en 56 à un membre du Comité central est significative à cet égard : « Tu vois, ce rapport, pour moi il n'existe pas, et bientôt il n'aura jamais existé » (2). Pourtant, ce rapport lui avait été communiqué, comme à tous les dirigeants des P.C. étrangers à Moscou au cours même du congrès.

1956 : Les chars de Khrouchtchev écrasent l'insurrection hongroise et une répression féroce s'abat sur le pays que 250.000 personnes quitteront (2).

Le P.C.F. n'est pas ébranlé et pour lui l'U.R.S.S. est toujours le pays du socialisme, le modèle qui doit servir de référence.

1968 : Les chars de Brejnev mettent fin au printemps de Prague. Cette fois, le P.C.F. condamne, timidement, l'opération.

Enfin les révélations sur le Goulag. Comment continuer à douter ? Aussi on voit un certain nombre de dirigeants du P.C.F. essayer de prendre leurs distances avec l'U.R.S.S., s'excuser en disant qu'ils ne savaient pas. C'est trop commode ! Car il serait plus juste de dire qu'ils ne voulaient pas savoir.

Et si on dresse le bilan, on a plus de trente ans de mensonges, d'imposture, toujours « au nom de la classe ouvrière » !

Dans ces conditions, on se demande comment on pourrait faire confiance aux dirigeants du P.C.F., qui se sont si lourdement trompés, et qui, si on employait leur vocabulaire, ont été pendant plus de trente ans « objectivement » les meilleurs défenseurs du capitalisme, par leur incapacité à présenter un visage humain du socialisme.

Le drame, c'est que tous les pays qui se réclament du socialisme — démocraties populaires, pays africains, pays du Sud-Est asiatique — ne sont que des dictatures au service d'un parti, d'une caste et qu'aucun ne peut servir de référence pour un vrai socialisme.

Le drame, c'est que toutes les expériences réalisées au nom du socialisme, donnent une piètre idée de ce que pourrait être une société socialiste.

Réflexions désabusées d'un « militant » qui, au seuil de sa vie, après avoir cru à un changement radical de société en 36, puis en 45, n'espère plus voir ce changement. Car au train où vont les choses, Giscard sera réélu en 81 et il y a encore pour vingt ans de gaullisme.

Faut-il désespérer pour autant ? Je ne le pense pas. Et c'est le mérite de la *R.P.* de rester fidèle aux traditions révolutionnaires, à celles d'Octobre 17.

J. BENISTANT.

(1) *Au nom de la classe ouvrière* par Sandor Kopacsi, préfet de police de Budapest en 1956. Editions Robert Laffont. Un livre à lire pour comprendre comment les Russes ont écrasé l'insurrection hongroise, et comment ils se comportent vis-à-vis de leurs satellites.

(2) *Maurice Thorez : Vie secrète et vie publique* par Philippe Robrieux.

CEUX QUI S'EN VONT

Gustave BERTHOMIER (1905-1979)

Venu au *Syndicat national des instituteurs* dès les débuts de sa carrière, autour de 1924, Gustave Berthomier avait été dans la Loire ce qu'on appelle un jeune de l'organisation parmi des militants qui, eux, en avaient été les pionniers. Devenu, autour de 1970, comme nous, un ancien, il n'avait cessé que fort tard de s'intéresser à la vie militante active au sein de notre section de la Loire, sans cesser, pour cela, de s'intéresser au syndicalisme et à la vie sociale générale. Il était un passionné des controverses militantes, des assemblées générales, des réunions de conseil syndical et des commissions de recherche. Depuis 1925, date de la naissance de notre revue, il avait été un abonné, un soutien permanent, un lecteur attentif et assidu de *La Révolution Prolétarienne*, assistant régulièrement aux réunions de ce qu'on appelait alors « l'Equipe Révolution Prolétarienne de la Loire ». Il avait été aussi un des fondateurs de la *Voix syndicaliste* dans la Loire, juste avant la dernière guerre.

Gustave Berthomier, décédé le 6 juillet dernier, a été incinéré le 10. Notre ami Félix Franc a rappelé dans *l'Ecole syndicaliste* de la Loire, à notre souvenir, celui qui fut aussi militant pédagogique, culturel et artistique, au comité des Activités nouvelles, aux Œuvres laïques, à l'Association des Centres musicaux ruraux de France qu'il présida, en même temps que sportif pratiquant et amoureux de la nature. Il était de ceux qui ont représenté une époque du syndicalisme enseignant et ouvrier, bien que, pendant la majeure partie de sa carrière, il eut été d'abord un rural, terminant il est vrai sa carrière à la Talaudière, cité minière des environs de Saint-Etienne.

Jean DUPERRAY.

PARMI NOS LETTRES

de Marcel MERMOZ (26) à Delaunay :

Rentrant d'un voyage à l'étranger, je viens de découvrir la R.P. *et ta lettre. Je suis navré de ce retard dû à ma négligence. Rentrant en retard, j'ai dû m'attacher à la confecion et l'impression du n° 15 des* Amis de Panaït Istrati...

Ah ! La R.P., *Monatte, que de souvenirs ! Cela me rajeunit !...*

Puis je découvre ton article sur mon bouquin. Merci de la sympathie pour notre expérience. On continue ici, mais c'est dur. L'A.O.I.P. que tu cites, après moi, vient de baisser les bras. Ça ne fait rien, il faut continuer.

Ci-joint chèque d'abonnement un an à la R.P.

Bon courage à tous les amis qui continuent ce « brûlot ».

P.S. — *Je passerai un encart dans notre n° 16 pour la* R.P.

M. M.

Réponse d'Hagnauer à Duval

Je venais à peine de me réjouir des réflexions pertinentes de Santeuil sur les possibilités de paix au Proche-Orient que je trouve en bas de page les lignes de Maurice Duval... La seule publiée parmi les lettres reçues... Un choix peut-être édifiant !

Maurice Duval nous affirme qu'il est bien informé et qu'il n'est pas un imbécile...

Trop bien informé pour ne pas mépriser les informations parues dans toute la presse sur la pression exercée par les gros pétroliers arabes subordonnant au boycottage d'Israël des relations commerciales normales. Trop bien informé pour ne pas ignorer les résistances multiples, israéliennes, opposées aux « implantations sauvages »... qui d'ailleurs n'impliquent pas d'expropriations — du moins pas sans compensation.

Trop intelligent pour attacher quelque importance à tout ce que nous avons publié dans la « R.P. » sur le problème palestinien. Les Palestiniens : les plus pauvres, les plus déshérités, les plus démunis de toute l'humanité ? Les Cambodgiens voudraient bien disposer de la millième part des revenus dont jouissent les ambassadeurs palestiniens, des équipements modernes des camps d'entraînement palestiniens, des moyens financiers dont disposent les terroristes palestiniens. Tout ce que nous avons écrit (Charbit, Souvarine, Steiner et moi) sur le problème est évidemment discutable. Duval est trop intelligent pour discuter. Par exemple, l'entretien des camps de réfugiés par une très lourde contribution financière dont les Etats-Unis payent les trois quarts — le refus des Etats arabes (à l'exception de la Jordanie) de faire pour leurs coreligionnaires ce que l'Allemagne fédérale a accompli pour les réfugiés chassés aussi de leur patrie — le fait aussi que le nombre des Juifs chassés des pays arabes est à peu près égal à celui des Arabes ayant quitté la Palestine en 1948.

Duval est trop intelligent pour croire que dans les kibboutz — économiquement faibles, c'est indéniable — il existe en effet une communauté socialiste presque parfaite (et cela en 1979... et pas en 1879) et qu'on y rencontre des socialistes, des syndicalistes, des libertaires, des trotskystes, des communistes — même des athées — qui ne pourraient vivre librement, tels qu'ils sont et tels qu'ils veulent être, dans aucun pays arabe, dans un aucun camp palestinien.

C'est si facile pour un camarade intelligent et bien informé de conclure par une condamnation définitive : les Israéliens ne sont que des colonialistes. *Il y a quelques années, quelqu'un, dans la* R.P., *comparaît les Arabes adaptés à l'administration israélienne aux « collabos » qui, de 1940 à 1944, avaient fait en France occupée le jeu des autorités nazies. Les vieux se souviennent-ils de cette époque ? Imagine-t-on parmi les collabos français, des gaullistes siégeant dans des assemblées délibérantes ? Il y a au Parlement israélien* des députés communistes et arabes opposés non au gouvernement mais à l'Etat israélien. *Le colonialisme israélien, héritier sans doute du colonialisme anglais ou français ? Imaginez dans* toutes *les colonies françaises d'autrefois des* municipalités indigènes hostiles à la Métropole *! En Cisjordanie occupée,* des élections libres ont donné la majorité à des partisans de l'O.L.P.

Intelligent, Maurice Duval peut ignorer que les Arabes sont des Sémites... et qu'en défendant les Arabes contre les Israéliens, on tient des propos... « philo-sémitiques ». Ne disons pas cependant que son intervention est déplacée dans la « R.P. » Elle obient ce résultat paradoxal... Que je suis gêné dans ma critique virulente du gouvernement Begin (qui a tout de même à son actif la paix israélo-égyptienne) dont je désapprouve formellement la politique intérieure et les graves maladresses et absurdités diplomatiques.

Car si notre amie Yvette Grilo retarde d'un siècle (sic !)... Maurice Duval nous rajeunit de trente-sept ans... alors que les nazis entreprenaient les opérations devant aboutir à la solution finale de la question juive. Un miracle seul — et la fraternelle solidarité particulièrement courageuse de quelques-uns dont notre cher Maurice Chambelland — a empêché deux des... « Sémites » encombrant encore les colonnes de la « R.P. » d'être joints aux millions d'Israéliens possibles qui, grâce à Hitler, ont colonisé les camps d'extermination et les chambres à gaz.

Mais l'intelligence et les informations de Maurice Duval restent heureusement fort au-dessus de ces évocations anachroniques.

R. H.

Impressions du Portugal

de Simon RUBAK (Paris)

« ... Nous avons beaucoup moins voyagé à l'intérieur du Portugal que l'an dernier, mais je peux dire que depuis un an l'atmosphère a nettement changé. Des grafitis ou peintures murales, il en reste, mais ce ne sont que des vestiges. L'an dernier, c'est le sentiment de déception qui était sensible ; maintenant ce n'est même plus de la résignation mais de l'indifférence ; les gens ont repris la routine quotidienne, lisent de préférence, les hommes les journaux sportifs, les femmes (celles qui lisent) les revues de mode. Les flics ont repris leur visage de flics, les commerçants leur suffisance, les bureaucrates leur autorité, les jeunes gars leurs exploits motocyclistes et les jeunes filles leurs préoccupations sentimentales. Les coopératives agricoles sont travaillées par les scissions et les cancans de villages ; les ouvriers de l'industrie le sont par la propagande du P.C.

Celui-ci gagne beaucoup de terrain à cause de l'incapacité congénitale des anars à faire corps avec

les masses populaires, de l'élitisme des groupes d'extrême-gauche marxiste ou antimarxiste piteusement incapables d'agir en face de la démagogie très habile et des méthodes de propagande du P.C. savamment mises au point.

*Sur les conseils d'un copain, nous avons accepté de voir ce qu'était la fête d'*Avante*, l'équivalent de celle de l'« Huma », à quelques kilomètres de Lisbonne. On nous y a conduits, mais nous n'avons pas pu y accéder : impossible de se garer à moins de deux ou trois kilomètres de l'entrée ; des gens sont venus de toutes les régions du Portugal, même des plus lointaines et des plus montagneuses. Il est vrai que, comme à la fête de l'« Huma », la foule n'était pas composée que de partisans, ni même de sympathisants, mais enfin ce n'était pas dans l'ensemble des gens qui aient de la répulsion à l'égard du P.C.*

Malgré tout, j'ai l'impression que ces mêmes gens marcheraient volontiers derrière un leader de la droite catholique, pourvu qu'il soit adroit et efficace, et assez démagogue pour éviter les méthodes salazaristes. En ce sens, l'influence des Portugais émigrés, devenus petits propriétaires dans leur pays, est très importante.

... Tu as peut-être su que le gouvernement portugais a proclamé « l'égalité des femmes et des hommes ». Je n'ai vu ni à Lisbonne, ni dans un train de banlieue, ni en banlieue et encore moins dans un village, le moindre intérêt — ne parlons pas d'enthousiasme — pour cette décision social-démocrate réformiste ; les femmes continuent aujourd'hui comme hier à porter d'invraisemblables fardeaux sur la tête et les lavandières à passer des journées entières les jambes nues dans l'eau froid du Douro.

La circulation automobile à Lisbonne et à Coïmbra est très intense ; par contre, à la campagne, j'ai vu battre le maïs au fléau, comme au Moyen Age.

Pour nous, grâce au change favorable, la vie ne semble pas trop chère, du moins en ce qui concerne la nourriture. Mais les produits fabriqués sont aussi ou plus chers qu'en France : la production locale est souvent évincée par l'importation. Un exemple amusant : j'ai eu toutes les peines à me procurer, pour ma pipe, un seul paquet de tabac portugais ; chez tous les marchands de tabac, on ne me proposait que des tabacs hollandais, anglais ou américain. Il y a pourtant des manufactures de tabac au Portugal ! Ce n'est qu'une bagatelle, mais significative. »

Les Cahiers des Amis de Panaït Istrati

Dans la *R.P.* de janvier 1926, notre ami Giauffret achevait ainsi un long et chaleureux article consacré à celui qui était déjà l'auteur de *Kyra Kyralina*, de l'*Oncle Anghel* et de la *Présentation des Haïdoucs* :

« Dans ce combat, où la cochonnerie de la vie quotidienne nous use, où le dégoût de tant d'avortements menace notre vitalité, par Istrati, la voix rude et tonique de tous ceux qui ont, à la fois, subi en silence et lutté tenacement, afin qu'aujourd'hui nous soyons, *nous bouscule, nous relève, nous fouette et nous relance, caillou utile, dans l'invincible courant populaire. »*

Comment, Mermoz le rebelle n'aurait-il pas frémi lui aussi à la lecture du rebelle Istrati ? L'écrivain roumain a été un de ses grands compagnons de route et de combat.

En 1969, Mermoz a créé une association des Amis de Panaït Istrati « en vue de faire rééditer ses œuvres et aussi de publier sa correspondance et ses inédits nombreux ». Depuis 1976, cette association publie annuellement quatre cahiers.

Le cahier n° 15 paru en août dernier renferme deux textes d'Istrati : une lettre de lui à Henri Barbusse (septembre 1919) et le début du texte d'une conférence sur *Les Arts et l'Humanité d'aujourd'hui* (1932).

On y trouve aussi des notes de lecture sur un récit publié en 1933. *La Maison Thüringer* où Istrati évoquait la lutte des travailleurs du port de Braïla contre la maffia des vatafs au début du XX[e] siècle.

Egalement une chronologie étoffée de la vie et de l'œuvre d'Istrati (1884-1935) par l'écrivain roumain A. Talex. Et, de Mermoz lui-même, l'évocation de son récent pèlerinage à Braïla, ainsi qu'un hommage à Joseph Kessel qui, grand ami d'Istrati depuis 1924, avait accepté la présidence d'honneur de l'association créée par Mermoz.

Chaque cahier coûte 8 F. On s'abonne en écrivant à Marcel MERMOZ, 42, rue Docteur-Santy, 26000 VALENCE. C.C.P. 30.122-94 La Source.

Y. D.

ÉDITIONS SYNDICALISTES

Après l'Assemblée générale statutaire annuelle du 15 septembre 1979, nous pouvons, somme toute, nous estimer assez satisfaits. Nos camarades de province et de l'étranger nous ont envoyé leurs pouvoirs dans les meilleurs délais, et nous avons atteint le quorum exigé pour la validité de l'Assemblée ; nos débats, animés mais cordiaux, souffrirent seulement de l'absence de notre P.-D. G., R. Guilloré, retenu loin de Paris pour raisons de famille. Grâce aux travaux préliminaires qu'il avait pris la peine d'effectuer avant son départ précipité, nos comptes étaient en ordre, ce qui permit à la commission de contrôle de les approuver, en conclusion de l'examen auquel elle les soumit tout d'abord.

Selon le processus habituel, il fut question ensuite de notre situation présente et à venir. Nous renouvelons notre appel aux actionnaires, appel permanent et constant pour que vive notre coopérative, même si nos projets d'éditions semblent provisoirement en sommeil. N'oublions pas que nos frais courent toujours. Le loyer est en très nette augmentation, hélas. Quelques camarades ont pris l'initiative de verser 100 F chaque mois pour le payer et nous nous en félicitons. Mais quand la brochure d'Hagnauer sur les 50 ans de la *R.P.* pourra-t-elle paraître ? Les frais d'impression sont en perpétuelle hausse, et nos prix de souscription bien insuffisants. Nous sollicitons les suggestions de nos camarades coopérateurs pour essayer de trouver des solutions à ces problèmes, et nous les remercions pour leur appui.

Marie-Louise MARQUIS.

La prochaine réunion de

l'Union des Syndicalistes

aura lieu le samedi novembre, à 15 heures

Imprimerie « E.P. », 232, rue de Charenton, 75012 Paris
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE
Commission paritaire : n° 22 071